

"Contre l'extrême droite je plaide l'Europe"

Entretien avec Gérard NOIRIEL, historien

Le 11 juin 1988 une réunion de travail organisée par l'Association pour la Protection et l'Etude du Patrimoine de Longwy a réuni travailleurs sociaux, historiens et sociologues français, belges et luxembourgeois autour des questions de l'histoire de l'immigration dans le bassin lorrain. "forum" en a profité pour s'entretenir avec Gérard NOIRIEL, auteur du livre "Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècles", qui vient de paraître aux éditions du Seuil, collection "L'univers historique". L'entretien porte tout autant sur la fonction de l'historien dans les débats d'actualité que sur les problèmes politiques que suscite l'immigration depuis quelque temps en France et en Europe en général.

forum: Il est vrai que depuis l'émergence de l'"Ecole des Annales" l'historiographie française a eu une prédilection pour des sujets insolites, pour l'histoire de phénomènes qui jusque là n'avaient guère fait l'objet de recherches historiques. Pourtant je dirais que publier en 1988 un livre sur l'histoire de l'immigration fait preuve d'un choix qui n'est pas anodin.

Gérard Noiriel: Vous avez raison effectivement de mettre le doigt sur la tradition des Annales où existait au départ une ambition d'intervenir dans l'actualité et d'aider à comprendre le monde dans lequel on vit. Mais cette tradition s'est peu à peu étioyée et on a abouti à une conception de l'histoire qui a centré le travail sur des sujets certes intéressants, mais assez éloignés des grands problèmes du moment. C'est un peu contre cette conception que j'ai voulu réagir dans mon bouquin en montrant que l'historien peut apporter quelque chose de spécifique dans le débat sur l'immigration.

"Immigration" est un mot nouveau

forum: Quel est alors en quelques mots cet apport de l'historien dans ce débat?

Gérard Noiriel: Tout simplement déjà faire l'histoire des mots. Cela paraît élémentaire, mais faire l'histoire des mots c'est introduire un peu le doute chez des gens qui pensent que les mots sont naturels. Le mot "immigration" est un mot familier, tout le monde l'emploie. Or, il y a un siècle, ce mot

n'existait même pas dans les dictionnaires français. Et ce mot n'est pas né par hasard. J'ai montré qu'il naît dans un contexte de polémique, de xénophobie, et constamment ce mot est réactivé par des courants d'extrême droite. Je ne dis pas qu'il ne faut pas l'employer, mais je montre qu'il y a différentes manières de l'utiliser, que derrière des formes objectives, neutres, se cachent des conflits anciens qui ont tendance à être oubliés. Je pense que c'est un rôle critique que l'historien doit jouer.

forum: Le mot date de la fin du 19e siècle. C'est l'époque où se forment en France et dans toute l'Europe des consciences nationales. N'est-ce pas tout-à-fait normal qu'au moment où un peuple prend conscience d'être une nation, prend conscience de sa spécificité, il y ait un mouvement de rejet de ce qui est autre?

Gérard Noiriel: Vous avez absolument raison. C'est fondamental dans mon livre, et beaucoup de gens ne le comprennent pas. Pour moi l'immigration c'est le miroir de ce que j'appelle la "nationalisation" de la société française. C'est quelque chose qui se produit en même temps. Au moment où la société française devient vraiment nationale, où elle se ramifie jusque dans les individus, quel

Gérard NOIRIEL, né en 1950, est professeur à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm à Paris. Il a publié jusqu'ici "Longwy, immigrés et prolétaires" (PUF) et "Les ouvriers dans la société française" (Le Seuil).

Malgré toutes les difficultés que cause l'intégration des immigrés aussi à la société française, le livre montre au lecteur luxembourgeois l'avantage du "droit du sol" qui règle le code de nationalité en France et qui fait de tous les enfants nés sur son sol des Français. Cette question de la "deuxième génération" se pose en tout cas de façon totalement différente en France qu'au Luxembourg.

Le livre de Gérard Noiriel "est à coup sûr le premier qui bouscule aussi subtilement les rêves paresseux sur nos 'racines' et offre autant d'arguments fiables à une réflexion d'urgence sur leur enchevêtrement" (Jean-Pierre Rioux, in: Le Monde, 13/5/1988). Puisse-t-il "bousculer" aussi les Luxembourgeois qui courent après une "nature luxembourgeoise" distincte des influences étrangères qui l'ont forgée au cours des siècles.

que soit leur groupe social, où elle n'est plus une affaire de militaires ou d'intellectuels, on va désigner l'autre d'une autre manière qu'on ne pouvait le faire auparavant. J'ai constaté qu'avant cette période, l'étranger c'était celui qui venait du village d'à-côté ou de la montagne, ce n'était pas celui qui n'avait pas la même nationalité. Il pouvait l'être, mais ce n'était pas fondamentalement cela. Il y a donc eu un processus de généralisation de la définition de l'étranger et l'introduction d'un élément juridique dans cette définition. Et le problème c'est qu'en France, comme au Luxembourg, mais contrairement par exemple à la Grande-Bretagne, on aura depuis cette époque une immigration de masse qui ne cessera plus. Mais ces pays qui ont connu une autre évolution démographique, qui n'ont pas eu besoin d'une telle main-d'oeuvre étrangère, comme l'Allemagne aussi jusqu'après la deuxième guerre mondiale, ont connu d'autres phases de migrations et ont eu leur conceptualisation de l'immigration. Le problème déborde donc bien l'espace français et la recherche sur les phénomènes d'immigration ne peut qu'être internationale, même pour comprendre son propre pays.

forum: *Dans la discussion de ce matin j'étais quand même étonné des difficultés de définir l'immigration pour un espace géographique qui ne soit pas trop restreint. Les modèles d'immigration me paraissent en effet très différents d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre. Certaines des définitions données ne coleraient par exemple pas pour le Luxembourg puisqu'on y a une double immigration: celle des cadres bancaires, fonctionnaires internationaux, etc. d'une part, et celle, je dirais plus classique, des ouvriers.*

Gérard Noiriel: En disant cela, je trouve que vous confirmez mon approche, parce que dans mon livre je me suis battu pour qu'on n'identifie pas, comme on le fait trop souvent dans l'actualité, im-

migré et travailleur immigré. J'ai beaucoup utilisé les romans écrits par des écrivains et je pense justement que ce n'est pas un problème de groupe social. En France aussi il y a eu énormément de réfugiés et qui n'étaient pas des ouvriers. Pour moi ils sont partie prenante de ma définition de l'immigration, bien qu'ils ne soient pas issus des classes populaires, parce qu'ils sont concernés par ce problème à la fois de la nationalité étrangère et des rapports avec l'administration, papiers, etc., de cette définition d'un statut spécifique. Mais je pense qu'il serait intéressant d'approfondir, au Luxembourg, cette question-là: qu'est-ce qu'il y a de commun à ces groupes sociaux du point de vue de l'immigration qui transcende donc l'appartenance à une classe ou à un groupe social au sens marxiste? Est-ce que ces immigrés-cadres ont eu un statut un peu privilégié? ou au contraire ont-ils eu à subir des phénomènes de rejet xénophobe? etc. C'est toute une recherche qu'il faudrait faire.

forum: *Ce n'est pas le moment de la faire ici. Mais ce qui ne rentre plus, à mon avis, dans votre définition de l'immigration, c'est le phénomène des frontaliers qui s'intègrent le moins dans la société luxembourgeoise. A Luxembourg, si on vous dit dans un magasin: "Parlez français!", ce ne sont pas les Portugais ou enfants d'immigrés portugais qui vous le disent, mais ce sont des frontaliers, belges, français, et qui suscitent la réaction de refus ... de l'immigration.*

L'Europe pour surmonter les racismes

Gérard Noiriel: Ce que vous dites a été longtemps l'inverse: Il y a eu ici dans la région de Longwy des frontaliers luxembourgeois et il y a eu des réactions du même type. On pourrait demander aux Luxembourgeois frontaliers de faire eux-mêmes déjà un peu l'Europe. On a essayé ici de faire un centre culturel des trois frontières et ça n'a pas eu beaucoup de succès. Et je puis dire que les Français n'étaient pas seuls responsables.

Mais il est vrai que le problème des frontaliers n'entre pas dans la question de l'immigration, parce qu'ils conservent leur appartenance nationale. Ce sont des gens qui jouent sur le déplacement temporaire, qui conservent tous leurs centres d'intérêt là où ils habitent, sauf exceptions, bien sûr, qui finissent par déménager et par s'intégrer dans la société du lieu de travail. Mais en général on ne pourra jamais parler chez eux de deuxième génération. Et je comprends que ça puisse poser problème. Mais moi, je suis pour l'Europe, pour le marché unique. Alors ce seront là des épiphénomènes, des affaires de village quoi!

forum: *Vous venez de prononcer le mot Europe. Vous dites espérer que l'Europe va résoudre finalement tous ces problèmes. J'ai l'impression pourtant que dans le discours des mouvements nationalistes en France aussi bien qu'au Luxembourg il y a un rejet non seulement de l'immigration mais aussi de l'idée*

GÉRARD NOIRIEL

LE CREUSET FRANÇAIS

Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècles



L'UNIVERS HISTORIQUE

SEUIL



Lettre 242

d'une Europe commune.

Gérard Noiriel: Oui, j'ai lu aussi les analyses de certains observateurs politiques qui disent qu'une partie des voix de Le Pen était liée à une angoisse de l'Europe, notamment chez les paysans, peur du marché unique, etc. Effectivement je pense qu'il ne faut pas sousestimer la force qu'ont encore les Etats nationaux. Et un discours volontariste sur l'Europe qui ne s'appuierait pas parallèlement sur une cristallisation positive des identités locales et régionales - je suis pour un renforcement des sentiments d'appartenance, à condition de savoir avec quoi on joue - me paraît vain. Il faudra faire attention par rapport à l'Europe de 1992 de ne pas tout gâcher par un volontarisme qui risque de heurter les individus. J'essaie donc de comprendre ces gens et de ne pas dire: ce sont de ceux-ci ou de ceux-là, car ce serait une forme de racisme. L'extrême droite s'est toujours nourrie du regard de rejet que portait sur ce type de parti d'autres groupes sociaux ou d'autres partis. Ce qui me gêne dans la vie politique en France, c'est qu'on voit bien le jeu politique proprement dit: le PS renforce son image de gauche en dénonçant le Front National et l'UDF qui s'allierait à celui-ci, etc.

La France à l'heure de Le Pen

forum: *A la veille du deuxième tour des élections législatives il faut bien en venir à la situation politique en France: Est-ce que l'historien a une explication particulière à fournir sur la montée du Front National?*

Gérard Noiriel: J'explique dans mon bouquin que c'est là une sorte de constante de la vie politique française qui n'a jamais été analysée à fond. Les Français se veulent un peu les champions des Droits de l'Homme. Et tout ce qui déroge au prin-

cipe, ils ne l'analysent pas. On parle beaucoup en France du fascisme en Allemagne, de Kurt Waldheim, etc., mais notre fascisme, quand est-ce qu'on se mettra à l'analyser? Je vois les années 1890: xénophobie virulente déjà, débouchant sur l'affaire Dreyfus, les années 1930: retour à la xénophobie fantastique débouchant sur Vichy, xénophobie aujourd'hui débouchant sur quoi? C'est une interrogation qu'on est légitimé de poser. Je pense qu'il y a des cycles en France. On a eu des vagues d'immigration de masse pendant les périodes de bonne conjoncture, après stabilisation, enracinement des immigrés, puis crise, chômage, donc désignation de boucs émissaires, et à chaque fois une résurgence de l'extrême droite qui profite de ces thèmes de l'immigration. Donc aujourd'hui on a un retour de cette constante, mais bien sûr il y a d'énormes différences aussi. Il ne faut pas dire que l'histoire se répète. La société française a beaucoup changé. Ce que dit Le Pen aujourd'hui, c'est la majorité des Français qui le disait dans les années trente. Je ne dis pas ça pour dire que Le Pen a raison, mais il ne faut pas dramatiser non plus. Il y a bien eu une évolution.

Je me bats pour qu'on n'identifie pas immigré et travailleur immigré ... Je suis pour un renforcement des identités locales et régionales.

Ceci dit, je pense qu'il y a un risque de banalisation de l'extrême droite. Et, là je vous réponds en citoyen, je me bats comme je peux pour la bloquer. Il faut distinguer deux choses: il y a une réaction de citoyen: aller voter, faire des pétitions, des manifs, etc., et puis il y a pour moi une dimension de chercheur, d'historien. Et je mène le combat dans mon milieu. Cela peut n'avoir pour l'extérieur aucun rapport avec les problèmes politiques, mais pour moi ç'en a un. Lutter contre Braudel sur la définition de l'identité de la France en disant que l'identité de la France ce ne sont pas les Français qui viennent tous de l'Ancien Régime, c'est une manière d'oeuvrer. Je ne veux pas dire que Braudel est fasciste. Mais c'est l'autonomie du débat dans la recherche qui me semble être une autre dimension du combat. Mais je sais bien que ce n'est pas demain, parce qu'on écrit ça, qu'il n'y aura plus de racistes. Mais ça peut permettre à moyen ou long terme de changer les choses. Il y a ces deux dimensions du combat qu'il faut bien distinguer.

forum: *Est-ce que le plus grand danger qui part de groupements comme le FN ne réside pas dans le risque que le discours des partis de la droite disons modérée sera contaminé par ce genre de discours extrémiste, nationaliste?*

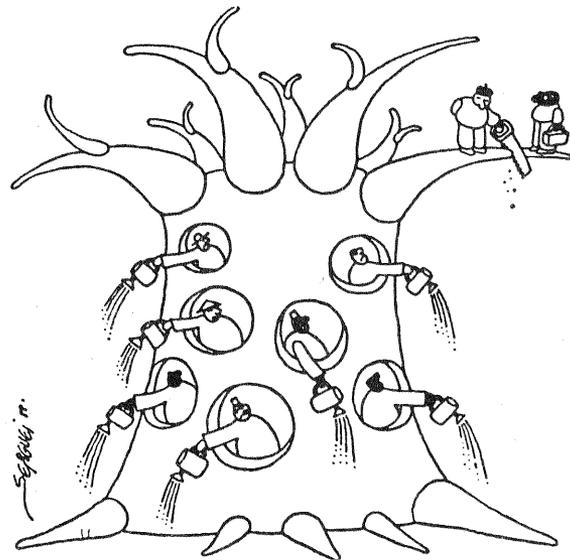
Gérard Noiriel: Je crois en effet que c'est là le risque majeur. C'est une manière de banaliser! On le voit bien maintenant: si la droite a besoin de l'ex-

L'immigration, c'est le miroir de la "nationalisation" de la société française.

**Les Français
se veulent les
champions
des droits de
l'Homme,
mais notre
fascisme à
nous, quand
se mettra-t-on
à l'analyser?**

trême droite, elle dit: après tout, pourquoi pas?, et puis une fois qu'il n'y a plus de barrières ... Il y a dans tous les fascismes ce côté de marginalité au départ: une sorte de barrière qui finit par sauter, et puis par après ça se répand. Il y a mille manières de banaliser le racisme.

Et puis il y a les aspects très concrets qui m'inquiètent le plus, surtout au niveau du pouvoir municipal, très fort en France et sans doute aussi ailleurs. J'habite la région parisienne et j'ai reçu dans ma boîte aux lettres des tracts disant: Votez pour nous et les travailleurs immigrés n'auront plus droit à l'allocation familiale. Là commence donc un début de pratique, et puis ce genre de choses n'aura plus de fin. Une chose me rassure: c'est justement l'Europe. Il y a des règlements européens par rapport à ce genre de questions qui interdisent tout simplement ces distinctions. C'est très bien. C'est une des raisons pourquoi je me bats aussi pour l'Europe. Je crois que grâce à une dimension européenne - et il n'y a pas que Le Pen, il y a le NPD, il y a la Bavière, il y a d'autres tendances fascistes en Europe - on peut les canaliser par une sorte de consensus disons des gens raisonnables au niveau européen, et



même au-delà. Je pense que le Parlement Européen peut avoir un rôle positif pour mettre des barrières qui pourraient céder au niveau d'un seul pays.

forum: *Je vous remercie pour cet entretien.*

Interview: michel pauly

